

Denrées alimentaires : notre assiette en danger !

La guerre en Ukraine engendre une crise alimentaire qui impacte notre pays. Mais ce n'est pas la seule raison pourquoi la production indigène de denrées alimentaires est menacée. Avec sa politique agricole hasardeuse, notre Conseil fédéral mise sur les importations et la dépendance de l'étranger plutôt que sur la production locale ! A Berne, vos parlementaires UDC luttent...



par Pierre-André Page
Conseiller national
Châtonnaye (FR)

Aujourd'hui déjà, la moitié du contenu de nos assiettes provient de l'importation. Une situation que la crise engendrée par la guerre en Ukraine va encore renforcer. Nous devons donc tout entreprendre afin de pou-

aussi, il fait fi de la récente votation populaire sur l'initiative sur la sécurité alimentaire – largement plébiscitée (78,7%) par nos concitoyens et concitoyennes.

Au cours de ces trente dernières années, notre pays a enregistré la perte de très nombreuses terres agricoles, environ 8,5 ha par jour : des terrains consacrés à la construction de logements et d'infrastructures en réponse à la croissance de la population suisse. Ces terrains ne sont, aujourd'hui, plus disponibles pour l'agriculture !

compenser ses engrais de ferme par des engrais chimiques beaucoup plus coûteux !

Autre menace, la question des terres. Le Conseil fédéral exige des agriculteurs suisses qu'ils consacrent, dès 2024, 3,5% de surfaces écologiques supplémentaires aux terres ouvertes (les sols les plus fertiles de Suisse) dès 2024. Une mesure à laquelle il est urgent de surseoir...

Produire des denrées alimentaires ne se fait pas d'un coup de baguette magique... Il faut des plants, des graines, les mettre en terre puis attendre plusieurs mois de maturation... Il est donc indispensable de prendre des mesures rapidement : le temps de la nature n'attend pas le temps des décisions politiques ! Nous devons donc, aussi vite que possible, par exemple,

- remplacer les 3'500 hectares consacrés à des jachères ou autres bandes culturales extensives par des cultures qui assurent la production de denrées alimentaires ;
- autoriser à nouveau l'utilisation des protéines animales parfaitement adaptées à la volaille ou aux porcs ;
- stimuler et encourager la production de céréales panifiables, d'oléagineux, de pommes de terre, de divers légumes ou autres betteraves à sucre ;
- et surtout, mettre à la disposition du monde agricole, les moyens financiers nécessaires pour assurer ces mesures.



Alors que l'ONU évoque une des plus graves crises alimentaires de l'histoire récente, le Conseil fédéral veut sacrifier 10'000 hectares de terres cultivables en Suisse ! Les denrées alimentaires qui ne sont pas produites en Suisse doivent être importées à des prix élevés. C'est un non-sens !

voir garantir une marge suffisante pour notre auto-provisionnement et donc offrir à notre population des denrées alimentaires de qualité et de proximité. Voyez-vous, si en matière d'approvisionnement énergétique, notre Gouvernement souhaite réduire sa dépendance de l'étranger – ce qui est juste, en matière d'agriculture il fait l'inverse ! Et surtout

La réduction de l'utilisation d'engrais de 20% voulue par le Conseil fédéral est une menace. Car cette réduction, qui ne peut être atteinte qu'avec une réduction massive du nombre d'animaux – qui produisent des engrais de ferme – serait désastreuse pour les prairies suisses. Le Conseil fédéral fait la sourde oreille... alors que le paysan devrait

Au travers de nombreuses actions parlementaires, vos députés UDC s'emploient aujourd'hui à faire bouger un Conseil fédéral plutôt décevant qui, pour l'heure, prive de nombreuses familles paysannes de leur avenir entrepreneurial préférant développer la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger. Triste... et dangereux pour notre assiette !